

Marc SAINT-UPERY

Le rêve de Bolivar – Le défi des gauches sud-américaines

(La Découverte/Poche, 374 p., 12,50 €)

204

On saluera la réédition de cet ouvrage, complété d'une longue postface, un peu plus d'un an après sa première sortie. L'auteur, traducteur de profession et installé de longue date en Équateur, ne cache pas sa sympathie pour le « tournant à gauche » dans lequel l'Amérique latine s'est plongée. Le voyage dans « les gauches » auquel il nous invite est salutaire parce qu'à la fois prudent et engagé. Même si l'homme n'a pas l'enthousiasme facile, il sait voir, écouter, relater, comparer et réfléchir. On est loin des clichés simplistes qui verraient le continent sommé de se prononcer pour la réforme ou la révolution faisant de Lula et de Chavez les frères ennemis irréciliables se dénonçant à coups d'anathèmes, oubliant au passage que les oligarchies se portent encore bien et disposent toujours du grand voisin du Nord comme allié.

L'objectif de cet ouvrage est bien de balayer quelques clichés et certitudes établis et de présenter l'éventail, dans sa diversité, des différentes configurations de gauches au pouvoir. Oui « Chavez suscite les passions, Cuba divise, le sous-commandant Marcos séduit, Lula interpelle et Kirchner intrigue ». Parce que l'Amérique latine est le lieu de projection privilégié de toutes les utopies de la gauche européenne, il faut trouver la bonne distance avec cette familiarité à la fois réelle et trompeuse et ne pas se laisser

aveugler par les jeux de miroirs de l'apparente continuité culturelle. L'auteur y excelle et nous entraîne dans un voyage au cœur de ces expériences.

Au Brésil tout d'abord où l'auteur présente la césure entre la matrice idéologique de Fernando-Henrique Cardoso qui lorgnait à travers son programme de privatisations vers un capital national et transnational auquel Lula mettra fin en cherchant à orienter le pays vers un « national-développementisme » en se servant de l'instrument de l'intervention étatique, mais en oubliant chemin faisant les références au « socialisme ». Les succès de Lula et sa réélection, alors qu'on le croyait miné par les affaires de corruption, doivent beaucoup affirme l'auteur au programme de *Bolsa Familia* qui distribue aux familles pauvres des allocations pour chaque enfant de moins de seize ans, ainsi qu'aux hausses du salaire minimum et des retraites. Au total, l'équation personnelle du président sidérurgiste a été plus forte que toutes les campagnes de dénigrement. L'auteur affirme que « dans le Brésil de Lula, les riches sont toujours encore plus riches et les pauvres sont moins pauvres » et pronostique que le président arrivera à faire élire son successeur désigné.

Le chavisme est l'expression de la crise politique du régime bipartite qui a gouverné le Venezuela entre 1958 et 1994 (et non 1998

comme l'affirme l'auteur, car la présidence Caldera c'était déjà la fin du bipartisme). Il s'apprête à célébrer son dixième anniversaire ayant traversé maintes épreuves – tentative de coup d'État, grève patronale pétrolière, référendum révocatoire, référendum constitutionnel – et ayant été relégitimé à sept reprises par les urnes. L'auteur reflète bien et de façon nuancée la polarisation politique qui a gagné le pays et reconnaît sans peine que si l'affrontement avec les médias est fort, « il n'y a pas au Venezuela de censure ni d'interventions directes contre les rédactions ». On notera l'extrême intérêt de ce chapitre qui couvre un large spectre de sujets : démocratie, relations avec Cuba, lutte contre la pauvreté, problèmes agraires et alimentaires, rente pétrolière, « socialisme du *xxi*^e siècle » et participation populaire. Dans sa postface Saint-Upéry revient sur les conséquences de l'échec référendaire sur la nouvelle constitution proposée par Chavez : tassement du soutien populaire qui reste encore massif, délégitimation des arguments de la droite dure et putschiste. Par contre l'émergence d'une troisième voie que l'auteur croit avoir pressentie ne semble pas s'être confirmée à l'occasion des dernières élections régionales.

L'auteur confirme que Washington est en train de perdre l'Amérique latine. Il suffit en effet de dresser la liste de ce que la Maison-Blanche ne peut plus faire pour s'en convaincre : isoler complètement Cuba, créer une coalition régionale contre le Venezuela, imposer sa propre version de l'orthodoxie économique

sur le continent. On relèvera avec intérêt l'analyse de la fin de la vision conservatrice états-unienne de la scène latino-américaine qui délaisse l'optique « hard power », dont les effets se sont avérés contre-productifs, pour le « soft power » plus proche des conceptions d'Obama. L'initiative prise par les États d'Amérique latine de créer un Conseil de Défense sud-américain entre eux, sans les États-Unis, marque bien les limites de l'influence du grand voisin du Nord sur l'évolution du continent.

L'auteur qui ne porte guère intérêt aux débats idéologiques cherche à dissiper « l'illusion un peu narcissique selon laquelle la vague de gauche en Amérique latine ouvrirait de nouveaux horizons anticapitalistes insoupçonnés à l'humanité » et reste très prudent sur le contenu du mot d'ordre de « socialisme du *xxi*^e siècle ». Néanmoins il reconnaît que ce serait déjà un résultat fort méritoire si ces expériences réussissaient « à améliorer durablement la vie quotidienne des couches les plus défavorisées et à démocratiser les rapports sociaux et politiques dans les divers pays du continent ». Bref, il s'agirait selon notre auteur de « dépasser l'abstraction frauduleuse des discours radicaux pour affronter concrètement les problèmes radicaux ». Et à ses yeux, les gauches sud-américaines possèdent suffisamment d'atouts pour affronter ces terribles défis avec une certaine dose de créativité pour que nous puissions toujours en apprendre quelque chose.